



La nouvelle bourgeoisie issue de la Silicon Valley

Nikos Smyrnaio

► To cite this version:

Nikos Smyrnaio. La nouvelle bourgeoisie issue de la Silicon Valley. La Pensée, 2022, 1 (409), pp.31-42. 10.3917/lp.409.0031 . halshs-03500728

HAL Id: halshs-03500728

<https://shs.hal.science/halshs-03500728>

Submitted on 22 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Nikos Smyrniaios, MCF HDR en Sciences de l'information et de la communication,
LERASS, Université de Toulouse**

La nouvelle bourgeoisie issue de la Silicon Valley

Résumé : *Cet article esquisse un tableau de l'élite de l'industrie du numérique à travers l'examen de son histoire, de sa sociologie et de son idéologie. Cette nouvelle bourgeoisie mobilise un imaginaire méritocratique à la limite du darwinisme social, une croyance déterministe aux bienfaits de la technologie, une conception tolérante des mœurs et une vision libérale des questions sociétales.*

Mots-clés : *Silicon Valley, bourgeoisie, élite, idéologie, sociologie, GAFAM*

Le 28 février 2020 Jeff Bezos – fondateur d'Amazon et homme le plus riche de la planète, à la tête d'une fortune de plus de 115 milliards de dollars US – affichait sur les réseaux sociaux une photo de lui dans un salon de l'Élysée, en pleine discussion avec Emmanuel Macron. Cette entrevue, qualifiée de « privée » par les communicants de la présidence, a été suivie quelques mois après par une décision gouvernementale favorable à Amazon : les entrepôts de commerce électronique, dont Amazon est le leader mondial, sont exemptes des limitations imposées à la construction de toutes les autres grandes surfaces commerciales par la loi Climat. Le 20 juillet 2021, jour de l'adoption définitive de cette loi en France, le fondateur d'Amazon réussissait son premier vol dans l'espace à bord de sa fusée privée.

Jeff Bezos n'est pas le seul magnat de l'internet à avoir visité l'Élysée et à y avoir obtenu des faveurs. Il a été précédé par Mark Zuckerberg, fondateur, PDG et principal actionnaire de Facebook, en mai 2019, Sundar Pichai, PDG de Google, en janvier 2018, Bill Gates, fondateur de Microsoft, en avril et Tim Cook, PDG d'Apple, en octobre de la même année. À chaque fois ces réunions enrobées dans un discours lénifiant sur le bien commun, la sauvegarde de l'environnement et de la démocratie, le développement économique et la philanthropie, ont été suivies d'accords ou d'actions du gouvernement français favorables à l'oligopole des GAFAM (acronyme de Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft)¹ : attribution de marchés publics ; réglementation avantageuse ; facilitations d'installation ; médiation bienveillante dans des négociations avec des acteurs économiques français.

On pourrait ainsi multiplier les exemples où, derrière un discours d'apparence volontariste visant à dompter les puissants acteurs de la Silicon Valley, par exemple sur la question fiscale, le pouvoir politique en France, en réalité, compose avec eux, voir les favorise, y compris dans des différends qui les opposent à des secteurs traditionnellement choyés par le gouvernement comme la grande industrie ou la presse². Ceci peut évidemment s'expliquer par la puissance exorbitante que détiennent désormais les multinationales du numérique : en septembre 2021 les GAFAM représentent les cinq de six plus grosses capitalisations au monde (voir Tableau 1). Ils sont suivis par leurs concurrents chinois comme Tencent et Alibaba, loin devant des entreprises emblématiques du capitalisme industriel et financier. En juillet 2021 la valeur d'Apple, leader du secteur, a atteint 2 605 milliards de dollars US, une somme record dans l'histoire de Wall Street.

Nom de la société	Valeur boursière	Pays
Apple	\$2 448 md	États-Unis

¹ Nikos Smyrniaios, *Les GAFAM contre l'internet. Une économie politique du numérique*, INA éditions, 2017.

² Nikos Smyrniaios, Franck Rebillard, « En France comme en Australie, l'information à l'épreuve de sa plateformisation », *La revue des médias*, février 2021.

Microsoft	\$2 252 md	États-Unis
Alphabet (Google)	\$1 904 md	États-Unis
Saudi Aramco	\$1 867 md	Arabie Saoudite
Amazon	\$1 747 md	États-Unis
Facebook	\$1 061 md	États-Unis
Tesla	\$745 md	États-Unis
TSMC	\$638 md	Taiwan
Berkshire Hathaway	\$633 md	États-Unis
Tencent	\$589 md	Chine

Tableau 1 : Les dix plus grosses capitalisations boursières au monde au 15/09/2021

Les géants du numérique, pour la plupart basés dans la Silicon Valley en Californie du Nord, sont présents partout : ils contrôlent l'essentiel des services numériques qu'utilisent des milliards d'individus dans le monde ; ils sont propriétaires de l'infrastructure matérielle et logicielle de l'économie mondiale ; ils développent les technologies de pointe, comme l'intelligence artificielle, qui s'appliquent désormais dans toutes les activités stratégiques, de la santé aux transports et des applications de surveillance policière et militaire à la distribution de contenu culturel. Il apparaît ainsi normal qu'ils soient de plus en plus courtisés par les gouvernements de par le monde qui espèrent obtenir des investissements et des créations d'emploi.

Cependant, comme le montre la litanie des rencontres avec les dirigeants de GAFAM, cette évolution atteint son point d'orgue en France avec l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, ce qui démontre une certaine communion d'esprit. En effet, le langage de présentation de soi du président français n'a pas cessé de faire de la *start-up* son modèle d'organisation et de pensée³. Emmanuel Macron s'est démarqué dans le champ politique par son attachement à « l'esprit entrepreneurial » inspiré par la Silicon Valley⁴. Ses rapports privilégiés avec les représentants emblématiques de la « Big Tech » peuvent s'expliquer à la fois par la puissance exorbitante que détiennent désormais les multinationales du numérique, mais aussi par le fait que cette élite que composent les dirigeants et les cadres de la Silicon Valley constitue un modèle pour la grande bourgeoisie d'affaires dont Emmanuel Macron est issu. Ce sont bien ces « ingénieurs, entrepreneurs et multimillionnaires philanthrocapitalistes » qui disposent des capacités d'influence importantes parmi les décideurs politiques et économiques et constituent ainsi une « catégorie hétérogène et émergente d'agents d'une *doxa* aujourd'hui dominante. »⁵

Dans les paragraphes qui suivent je vais tenter d'esquisser un tableau de cette élite technologique et économique à travers l'examen de son histoire, de sa sociologie et de son idéologie entendue comme un ensemble cohérent d'opinions politiques et de représentations concourant à la construction d'une réalité commune à un groupe social⁶.

Aux origines idéologiques de la « start-up nation »

³ Julien Fretel, « Un parti sans politique. Onomastique d'une innovation partisane : En Marche ! », *Mots. Les langages du politique*, 2019/2 (n° 120), p. 57-71.

⁴ Maxime Quijoux, Arnaud Saint-Martin. « Start-up : avènement d'un mot d'ordre », *Savoir/Agir*, vol. 51, no. 1, 2020, p. 15-22.

⁵ Arnaud Saint-Martin, « Note sur les « penseurs » de la Silicon Valley », *Savoir/Agir*, vol. 51, no. 1, 2020, p. 79-86.

⁶ Michel-Louis Rouquette, « Représentations et idéologie », in Jean-Léon Beauvois et Jean-Claude Deschamps (dir.), *Des attitudes aux attributions, sur la construction de la réalité sociale*, Presses universitaires de Grenoble, p. 163-173.

Dans son ouvrage consacré à l'histoire des origines intellectuelles et sociales de l'internet⁷, Fred Turner montre comment l'évolution du mouvement de la contre-culture californienne des années 1960 et 1970 a légitimé l'idée qu'il fallait délaisser la politique et s'appuyer sur la technologie et l'entrepreneuriat comme instruments du changement social. Le personnage central de ce livre, Stewart Brand occupe une position de passeur entre différents mondes sociaux (mouvement *hippy*, milieux d'affaires et informatique) et contribue ainsi de manière décisive à forger une « idéologie californienne » combinant l'esprit libertaire des *hippies* avec le zèle d'entrepreneur des *yuppies* qui renouvelle le capitalisme⁸. L'esprit *hippy* constitue une des expressions les plus emblématiques de la « critique artiste » du capitalisme fordiste, à savoir celle qui met au centre de ses préoccupations la revendication de la liberté, de l'autonomie et de l'authenticité, par opposition la « critique sociale » qui elle se centre sur des demandes de solidarité, de sécurité économique et d'égalité⁹. Autrement dit, historiquement les préoccupations politiques issues de la Silicon Valley se concentrent sur des problématiques sociétales et ignorent la question sociale.

Ce « nouvel esprit du capitalisme » s'insuffle au sein des entreprises à partir de la fin des années 1970 les poussant à se réorganiser en réseau, adoptant par là même les principes du management par projet et faisant régulièrement appel à des travailleurs indépendants (et souvent précaires) en fonction de leurs besoins. Le numérique devient ainsi le symptôme technologique d'une mutation socioéconomique et politique beaucoup plus profonde *via* laquelle le capitalisme postfordiste récupère la « critique artiste » vantant autonomie et flexibilité pour la mettre au service de son propre renouvellement. L'« ubérisation » de l'économie et de l'organisation du travail constitue en quelque sorte l'aboutissement de ce long processus¹⁰.

Les « jeunes pousses » ou *start-up* constituent le modèle d'entreprise de ce nouveau paradigme postfordiste. Ces structures flexibles mettent en œuvre des modes d'exploitation « souples », fondées sur l'engagement volontaire et sur l'intériorisation des normes de comportement plutôt que sur les contraintes hiérarchiques formelles. Elles se caractérisent par une faible étanchéité entre vie professionnelle et vie personnelle et des temps de travail extensifs au nom de l'engagement dans un projet. Parce que ces organisations ont généralement pour principale préoccupation leur survie économique mais aussi parce qu'elles sont porteuses de « valeurs positives », il est attendu de tous, y compris des encadrants, un engagement total au service de la « mission ». Cette adhésion est requise comme condition d'appartenance au projet et à l'entreprise. Ainsi, il est attendu sans discussion du salarié qu'il se « donne sans compter », qu'il soit toujours joignable et disponible, qu'il ne demande pas une rémunération à la hauteur de son engagement professionnel (en temps, en activités), et qu'il place l'intérêt général de la structure avant celui de son intérêt personnel¹¹.

Au même moment où Stewart Brand contribue à forger l'« idéologie californienne » et la « culture *start-up* », le sociologue influent Daniel Bell développe sa théorie de la « société postindustrielle » pour fournir un cadre d'explication et de justification rationnel aux

⁷ Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture*, C&F Éditions, 2012.

⁸ Richard Barbrook, Andy Cameron, « The Californian Ideology », *Science as Culture*, Volume 6, Issue 1, 1996, p. 44-72.

⁹ Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

¹⁰ Sarah Abdelnour, Dominique Méda (dir.), *Les nouveaux travailleurs des applis*, Presses universitaires de France, 2019.

¹¹ Béatrice Damian-Gaillard, Franck Rebillard, Nikos Smyrniotis, 2009, « La production de l'information web: quelles alternatives? Une comparaison entre médias traditionnels et pure-players de l'internet », communication au colloque New Media and Information, Athènes, 6-9 mai, < <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01152283v1/>>

changements économiques et technologiques qui bouleversent les sociétés avancées vers la fin des années 1970¹². Bell fait pour la première fois la jonction entre la théorie de la société postindustrielle et l'aspect le plus visible de la révolution technologique en cours à l'époque, celui de l'informatisation. Le raisonnement qui en découle est le suivant : si le développement économique dépend de l'innovation technologique et si, au sein des sociétés postindustrielles, la majeure partie de l'innovation provient de la « révolution informationnelle », alors il faut informatiser et libéraliser l'économie et la société pour résoudre les problèmes posés par la crise. La pensée de Bell et de ses disciples constitue ainsi le point de convergence entre deux courants qui montent en puissance aux États-Unis dans les années 1970 : d'un côté celui des économistes néolibéraux, notamment en provenance de l'école de Chicago, et de l'autre celui des intellectuels et ingénieurs croyant au potentiel « révolutionnaire » de l'informatique.

Cette convergence entre libéralisme économique et déterminisme technologique est popularisée par une série d'ouvrages de futurologie, comme ceux d'Alvin Toffler, qui ont connu un succès retentissant auprès du grand public¹³. Cette littérature donne naissance à l'idée de « solutionnisme technologique » qui est aujourd'hui au cœur du discours employé par les entreprises et les dirigeants de la Silicon Valley. Ce discours donne à croire que grâce aux technologies numériques, tous les aspects de notre vie connaîtront une amélioration sans précédent et que tous les problèmes sociaux et économiques seront résolus par des algorithmes sophistiqués et des appareils « intelligents »¹⁴. Mais surtout, des auteurs comme Toffler énoncent le postulat suivant : les concepts et les théories sociales héritées de l'ère industrielle – surtout celles qui avaient comme objectif la critique du capitalisme – ne sont plus valides. Un cadre analytique entièrement nouveau est indispensable afin de comprendre l'évolution des économies avancées, puisque les clivages sociopolitiques traditionnels (droite/gauche, capital/travail, patrons/employés) sont transformés en un affrontement entre forces du progrès d'un côté (entrepreneurs, ingénieurs, scientifiques) et forces inertes et passistes de l'autre (syndicats, partis traditionnels, organisations bureaucratiques, État).

Cette idée est reprise dans les années 1980 et 1990 par les *digerati*¹⁵, une génération d'intellectuels libéraux et technophiles fédérés autour du magazine Wired, fondé par Stewart Brand et Nicholas Negroponte, un professeur flamboyant et très influent auprès de l'élite économique et politique étatsunienne, créateur du Media Lab au sein du Massachusetts Institute of Technology¹⁶. Dans les années 90 les *digerati*, à la fois journalistes *high tech*, essayistes et acteurs du marché font la promotion de la « nouvelle économie » dont la dynamique est supposée reposer sur le développement et la diffusion de services numériques à l'origine de la création de valeur et source de nombreux emplois¹⁷. Malgré l'échec de la « nouvelle économie » et l'éclatement de la bulle spéculative formée autour des *start-up* de l'internet en 2000, l'influence des *digerati* ne faiblit pas. Ainsi, en 2004, l'un d'entre eux, le consultant et éditeur Tim O'Reilly, forge le concept de Web 2.0 et encourage les services en ligne à se transformer en plateformes « participatives » : celles-ci se doivent de proposer aux usagers de contribuer dans la création de contenu et à l'organisation de l'information en leur offrant ainsi des nouvelles formes d'émancipation individuelle et collective¹⁸. Cette idée est au fondement des modèles économiques d'entreprises telles que Google, Facebook ou Amazon et ouvre la voie à

¹² Daniel Bell, *Vers la société post-industrielle*, Robert Laffont, 1976.

¹³ Alvin Toffler, *La troisième vague*, Paris, Denoël, 1980.

¹⁴ Evgeny Morozov, *Pour tout résoudre cliquez ici. L'aberration du solutionnisme technologique*, FYP, 2014.

¹⁵ John Brockman, *Digerati: Encounters with the Cyber Elite*, Wired Books, 1996.

¹⁶ Patrice Flichy, *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte, 2001.

¹⁷ Jean Gadrey, *Nouvelle économie, nouveau mythe ?*, Paris, Flammarion, 2000.

¹⁸ Franck Rebillard, *Le Web 2.0 en perspective*, Paris, L'Harmattan, 2007.

l'émergence d'un « capitalisme de surveillance » basée sur la collecte et l'exploitation massive des données (personnelles ou collectives) produites par les internautes au quotidien¹⁹.

C'est ainsi que, par couches successives, le corpus idéologique de la Silicon Valley a évolué jusqu'à nos jours en intégrant les apports de la contre-culture des années 1970, la croyance déterministe et solutionniste des ingénieurs de l'industrie informatique, les valeurs inclusives de la social-démocratie²⁰ et une conception libérale, voir libértarienne, de l'économie où la compétition entre agents privés libres des contraintes étatiques constitue la seule voie vers l'enrichissement et le progrès²¹. L'ensemble a constitué l'un des supports politiques et intellectuels sur lesquels s'est appuyé le développement du capitalisme néolibéral à partir des années 1980 et 1990.

Opinions et engagement de l'élite issue de la Silicon Valley

Si la Silicon Valley et plus généralement les entreprises du numérique font l'objet d'une attention publique particulière depuis quelques années, il en va autrement de leurs dirigeants et propriétaires, à l'exception de quelques figures médiatiques. Pourtant ce sont des personnes réelles qui prennent les décisions et tirent les bénéfices de cette industrie. Leur richesse personnelle et leur pouvoir sont considérables : les 100 personnes les plus riches de l'industrie du numérique – parmi lesquelles on trouve seulement six femmes – possédaient en 2017 une fortune nette de 1 081 milliards de dollars US, soit 0,4 % de la richesse mondiale totale comptabilisée cette année-là. Leur revenu moyen est ainsi près de 25 000 fois supérieur à celle d'un citoyen des États-Unis ou d'un Canadien, et près de 69 000 fois supérieur à celle d'un européen moyen²². Les personnes figurant sur cette liste, constituée par le magazine Forbes, ont gagné leur fortune principalement dans le marché du logiciel, du matériel informatique et des technologies et services liés à l'internet. Les fondateurs, dirigeants et actionnaires des GAFAM sont très présents dans ce classement. En effet, on en trouve six parmi les dix plus grandes fortunes au monde en 2021 : Jeff Bezos (Amazon), Bill Gates et Steve Ballmer (Microsoft), Mark Zuckerberg (Facebook), Sergey Brin et Larry Page (Google) auxquels on peut ajouter Elon Musk (Tesla) et Larry Ellison (Oracle).

Des recherches récentes tentent de circonscrire cette nouvelle élite en tant que groupe constitué et conscient de ses intérêts de classe, de décrire ses caractéristiques sociologiques, ses opinions politiques mais aussi les représentations sociales et l'idéologie qui les sous-tend. Ces études montrent que le groupe en question est très souvent issu des classes moyennes hautes ou des classes supérieures basses – mais plus rarement des strates ultra privilégiées de la haute bourgeoisie. La très grande majorité de ses membres sont des hommes, dans la cinquantaine, blancs et de culture anglo-saxonne, même si un nombre non négligeable d'entre eux est d'origine asiatique (notamment indienne et chinoise). Ces personnes sont généralement diplômés d'établissements universitaires étatsuniens de premier plan tels que Stanford, le MIT ou Harvard où ils ont reçu une formation solide en informatique, en ingénierie ou en affaires – quand bien même certains personnages célèbres comme Bill Gates ou Mark Zuckerberg ont interrompu leurs études avant l'obtention d'un diplôme. Elles sont géographiquement regroupées dans des pôles technologiques tels que la Silicon Valley ou Shenzhen, en Chine. Elles bénéficient ainsi dans le déroulement de leur carrière des externalités positives qui

¹⁹ Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, Paris, Zulma, 2020.

²⁰ Emmanuel Alloa, « L'égalitarisme automatisé : Sur l'idéologie de la Silicon Valley », *Esprit*, 2019/5, p. 51-62.

²¹ Benjamin Loveluck, « Internet, une société contre l'État ? Libéralisme informationnel et économies politiques de l'auto-organisation en régime numérique », *Réseaux*, vol. 192, no. 4, 2015, p. 257.

²² Credit Suisse Research Institute, *Global Wealth Report*, 2017.

découlent de cette concentration géographique permettant d'établir et d'entretenir des réseaux professionnels puissants.

L'une de ces études s'est intéressée précisément aux membres de la liste du magazine Forbes précédemment mentionnée des 100 personnes les plus riches de l'industrie du numérique, ainsi qu'à leurs activités philanthropiques²³. Il s'agit des fondateurs (donc actionnaires) et/ou des PDG des plus grandes entreprises cotées au NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated Quotations), la bourse newyorkaise des valeurs technologiques. La liste comprend des milliardaires dont l'activité inclut la production de matériel informatique, les logiciels, les médias sociaux, le capital-risque, les jeux d'argent en ligne et la fabrication de produits de haute technologie. Les chercheurs ont collecté et analysé toutes les déclarations publiques de cette centaine d'individus ainsi que la communication des fondations dont ils sont à l'origine pendant plusieurs mois. Ils ont centré leur analyse sur le rapport que ces riches entrepreneurs du secteur technologique entretiennent avec la question de l'intérêt général et de la démocratie. Les résultats de l'étude montrent que ce groupe particulier se distingue par rapport aux élites installées depuis plus longtemps (par exemple les financiers et industriels), en particulier en raison des opinions qu'il exprime et qui tendent de manière plus prononcée vers une certaine forme d'égalitarisme et de progressisme. L'élite technologique semble très attachée à la valeur du mérite et professe souvent publiquement son désir de « rendre le monde meilleur », ce qui est très rare parmi les dirigeants du secteur énergétique ou de l'immobilier par exemple. De plus, les efforts philanthropiques de l'élite technologique suggèrent que ce désir de « rendre le monde meilleur » est authentique dans le sens où il ne se limite pas au simple discours mais se matérialise à travers le financement d'organisations et d'actions politiques et philanthropiques.

Une autre étude récente confirme cette particularité de l'élite technologique²⁴. Les chercheurs ont interrogé 691 fondateurs ou PDG d'entreprises technologiques basées aux États-Unis avec un effectif moyen de 100 personnes qui ont levé plus d'un million de dollars US en capital-risque. Contrairement à la grande majorité d'hommes d'affaires étatsuniens d'autre secteurs, les entrepreneurs qui ont répondu à l'enquête penchent fortement pour le parti Démocrate : 75,2 % indiquent qu'ils ont voté pour Hillary Clinton lors de l'élection présidentielle de 2016, contre seulement 8,8 % qui ont voté pour Donald Trump. 61,3 % d'entre eux déclarent s'identifier au parti Démocrate, contre seulement 14,1 % au parti Républicain. Leurs réponses montrent qu'ils sont favorables à la mondialisation puisqu'ils soutiennent à 87 % les accords de libre-échange. En outre, 56 % sont favorables à une augmentation des niveaux d'immigration aux États-Unis. Sur les questions sociétales, les entrepreneurs technologiques sont très libéraux : ils sont très majoritairement favorables au mariage homosexuel (96 %), au contrôle des armes à feu (82 %), à l'abolition de la peine de mort (67 %) et considèrent l'avortement comme une question qui relève d'un choix personnel (79 %). Pour certains ces opinions sont soutenues par des actions concrètes : ainsi en septembre 2021, suite à la quasi-interdiction des interruptions de grossesses dans le Texas, le PDG d'Apple Tim Cook a annoncé que son entreprise prendrait en charge le coût d'un avortement dans un autre État pour ses employés qui le souhaitent²⁵.

²³ Hilke Brockmann, Wiebke Drews, John Torpey, « A class for itself? On the worldviews of the new tech elite », *PLoS ONE* 16(1): e0244071.

²⁴ David E. Broockman, Gregory Ferenstein, Neil Malhotra, « Predispositions and the Political Behavior of American Economic Elites: Evidence from Technology Entrepreneurs », *American Journal of Political Science*, Volume 63, Issue 1, January 2019, p. 212-233.

²⁵ Sasha Lekach, « Apple vows to pay for Texas employees to travel after abortion ban », *Mashable*, 19 septembre 2021.

Cependant, les entrepreneurs technologiques se montrent très réticents quant à la régulation publique de l'activité économique – en particulier celle du marché du travail. Ils pensent très majoritairement qu'il est trop difficile de licencier et que le gouvernement devrait leur faciliter la tâche dans ce domaine (82 %). 74 % d'entre eux disent qu'ils aimeraient voir l'influence des syndicats diminuer. Ils sont également moins susceptibles que les électeurs moyens du parti Démocrate de soutenir la réglementation des marchés et pensent majoritairement que l'intervention publique dans le fonctionnement des entreprises fait plus de mal que de bien. Par exemple, ils considèrent à 70 % que le gouvernement ne devrait pas réglementer le fonctionnement des services de transport du type Uber ou Lyft comme il le fait avec les taxis traditionnels. Ainsi, les entrepreneurs technologiques ne se disent pas contre le principe de la redistribution et de l'égalité mais ils se méfient du rôle de l'État perçu comme bureaucratique et inefficace.

Une troisième recherche récente sur le sujet examine l'engagement politique de l'élite des entrepreneurs technologiques aux États-Unis²⁶. Pour le faire les auteurs examinent un vaste corpus de données portant sur le financement des partis politiques et des fondations par les PDG et les hauts cadres des 175 plus grandes entreprises de la Silicon Valley entre 2015 et 2016, ainsi que leurs déclarations publiques. Malgré une certaine diversité dans les opinions politiques de ces individus, il existe des nombreux points communs qui rejoignent les recherches citées précédemment. La majorité des personnes incluses dans l'échantillon qui financent des organisations politiques le font auprès du parti Démocrate. L'un de cas les plus flagrants est celui du co-fondateur de Facebook Dustin Moskowitz qui, à lui tout seul, a contribué 18 millions de dollars US à la campagne du parti Démocrate pour les présidentielles de 2016. Évidemment, il existe des exceptions notables : par exemple Peter Thiel, le milliardaire co-fondateur de PayPal et actionnaire de Facebook, qui a financé la campagne de Donald Trump à hauteur de 5 millions ; ou Robert Mercer, pionnier de l'intelligence artificielle et investisseur influent qui a fondé le site d'extrême droite *Breitbart News* ainsi que Cambridge Analytica en partenariat avec Steve Bannon, idéologue de l'extrême droite étatsunienne et ancien conseiller de Trump. Si la très grande majorité des millionnaires de la *tech* est loin des positions réactionnaires de Thiel ou de Mercer, il n'en demeure pas moins que leur soutien du parti Démocrate va essentiellement aux *corporate Democrats*, c'est à dire à la droite du parti²⁷. Ainsi, comme le rapporte le *New York Times*, nombre d'entre eux ont milité fortement contre la candidature de Bernie Sanders pour l'investiture démocrate aux présidentielles de 2020²⁸.

Le même constat vaut pour les fondations créées ou financées par les magnats de la Silicon Valley. Les exemples les plus caractéristiques sont l'organisation non gouvernementale FWD.us, créée par Mark Zuckerberg, qui défend les droits des migrants et la fondation de Melinda et Bill Gates qui se donne comme objectif de « corriger » les inégalités dans le monde en matière de santé ou d'éducation. On pourrait ajouter le financement des médias progressistes, comme le *Washington Post* racheté par Jeff Bezos en 2013 et *The Intercept* créée par Pierre Omidyar, fondateur de eBay, la même année dans le cadre du groupe First Look Media. Cependant, quand on regarde dans les détails on s'aperçoit que ces activités philanthropiques ou présentées comme étant au service de l'intérêt général sont systématiquement alignées avec les intérêts économiques de leurs financeurs : par exemple la Silicon Valley, avide d'ingénieurs

²⁶ Darren R. Halpin, Anthony J. Nownes, *The New Entrepreneurial Advocacy: Silicon Valley Elites in American Politics*, Oxford University Press, 2021.

²⁷ Daniel Russell Cheung, « Corporate Democrats and the Corporate Power Structure in California Politics », *Othering & Belonging Institute at UC Berkeley*, avril 2018.

²⁸ Nellie Bowles Erin Griffith, « Silicon Valley Leaders' Plea to Democrats: Anyone but Sanders », *The New York Times*, 22 mars 2020.

en provenance des pays du Sud, poursuit depuis toujours l'assouplissement des lois sur l'immigration aux États-Unis, ce qui constitue une des principales demandes de FWD.us ; par ailleurs la création d'une fondation comme celle des époux Gates procure des avantages fiscaux non négligeables et sa gestion, calquée sur le modèle de l'entreprise, génère même des profits. Le *Washington Post* de son côté a été l'un des journaux les plus critiques envers la présidence de Trump mais, en même temps, s'est opposé à toutes les tentatives visant à durcir le droit du travail aux États-Unis qui pourraient nuire aux affaires d'Amazon. Quant à *The Intercept*, le site a licencié Glenn Greenwald, son journaliste vedette, quand celui-ci a mis en cause dans un reportage le fils de Joe Biden, candidat soutenu par Omidyar.

Une fraction de la classe capitaliste à l'idéologie particulière

Le mélange d'opinions de ce groupe, conservateur sur le plan de la régulation de l'économie, très libéral sur les questions sociétales et favorable à la mondialisation, est assez unique dans la sociologie politique étatsunienne. Le fait que cette fraction particulière de l'élite se dit très concernée par le « bien-être » de la société peut en partie refléter leurs origines dans des strates moins solidement établies et, de leur point de vue, plus méritocratiques. Ainsi, l'élite technologique semble être caractérisée par une représentation de soi et du monde et une idéologie propre, relativement cohérente et largement partagée au sein du groupe, qui en fait une fraction distincte de la grande bourgeoisie. Cependant, bien qu'elles montrent un attachement à des idéaux tels que la démocratie et l'égalité, ces personnes se permettent de contourner les processus démocratiques et d'exercer une influence disproportionnée sur le jeu politique en finançant massivement les causes qui leur sont chères et en « capturant » une partie conséquente des médias et des institutions au service de leurs intérêts²⁹.

Les membres de l'élite technologique ne comprennent pas – ou refusent d'admettre – que leurs activités sapent également la justice sociale. Pourtant, ils sont à la pointe des nouveaux modes d'exploitation et tirent un bénéfice direct de la dérégulation totale du marché du travail et de la précarisation des millions de salariés, qu'ils soient chauffeurs, livreurs ou autres travailleurs du clic³⁰. Ils accumulent aussi des quantités incommensurables de richesse à travers les méthodes dites d'« optimisation fiscale » dont leurs entreprises sont les plus grands bénéficiaires³¹. Plus généralement, les causes progressistes défendues par les membres de l'élite technologique à travers leurs activités politiques se limitent le plus souvent à des questions sociétales et délaissent des questions sociales comme les inégalités de revenus. Et ceci quand ils ne s'alignent pas purement et simplement sur les positions des Républicains comme dans le domaine de l'éducation où ils font la promotion d'un enseignement privé et élitiste ou celui de la taxation où ils défendent les baisses d'impôts pour les plus riches.

D'une certaine façon on pourrait bien considérer ces contradictions comme résultant d'une sorte de fausse conscience – c'est à dire une croyance irrationnelle – non pas d'une classe exploitée qui subit la contrainte et la domination d'autrui, comme le veut la tradition marxiste, mais d'une élite privilégiée dont le statut dépend en partie des compétences « disruptives » et qui se conçoit de ce fait comme étant en opposition avec un certain *statu quo* (économique, politique, culturel,

²⁹ Efrat Nechushtai, « Could digital platforms capture the media through infrastructure? », *Journalism*, 2018;19(8), p. 1043-1058.

³⁰ Antonio Casilli, *En attendant les robots Enquête sur le travail du clic*, Seuil, 2019.

³¹ Martin Moore, Damian Tambini, *Regulating Big Tech. Policy Responses to Digital Dominance*, Oxford University Press, 2021.

administratif etc.)³². Dans la mesure où les membres de cette nouvelle bourgeoisie ne sont pas issus pour la plupart des familles capitalistes traditionnelles ni des élites étatiques, leurs moyens de subsistance sont ancrés dans leurs réalisations professionnelles. Or, ces réalisations participent au processus de « destruction créatrice » schumpetérien qui voit des pans entiers de l'économie et de la société se bouleverser sous les effets de la numérisation. Par conséquent, leur situation leur paraît plus précaire et incertaine que celle des héritiers de l'ancienne classe capitaliste ou des représentants des institutions publiques, malgré les liens étroits qui les unissent à eux. Cette représentation de soi en fait des « hypocrites bienveillants » qui ne s'intéressent au fait de « rendre le monde meilleur » que dans la mesure où cela ne porte pas atteinte à leurs propres prérogatives et aux intérêts des riches en général³³.

Conclusion

Dans chaque contexte historique les mutations du système capitaliste font émerger des groupes sociaux nouveaux qui, profitant de la conjoncture, réussissent à concentrer richesse et pouvoir. Ces élites émergentes renouvellent les modalités d'organisation de l'économie mais imprègnent également la société avec leur culture et leur représentation du monde – en somme avec leur idéologie – qui finissent par constituer le paradigme dominant. Ainsi, les financiers et les investisseurs, en tant que figures centrales du capitalisme néolibéral, ont succédé aux managers de l'usine fordiste, eux-mêmes ayant pris la suite des négociants du capitalisme marchand³⁴. À l'intérieur de ces élites, des secteurs d'activité particuliers impriment leur marque économique et politique dans une conjoncture précise car ils expriment l'esprit du temps mieux que les autres. Par le passé ce fut l'industrie textile, le rail, l'industrie pétrolière ou la métallurgie. La recherche montre que, depuis une vingtaine d'année, un groupe particulier, celui de la nouvelle bourgeoisie issue de la Silicon Valley, joue un rôle moteur dans le cadre du néolibéralisme tardif.

Intrinsèquement liée à l'essor de la finance et à la dérégulation mondialisée de l'économie, la consolidation de l'élite de l'industrie du numérique est l'expression la plus visible des mutations actuelles de la grande bourgeoisie d'affaires. Les entrepreneurs les plus médiatiques de ce groupe sont désormais des personnages connus mondialement, enviés, et admirés, qui s'affrontent dans une compétition de prestige permanente dont l'expression la plus absurde est sûrement la « course à l'espace des milliardaires »³⁵, qui se déroule sur la scène médiatique mondiale. Cette nouvelle élite mobilise un imaginaire méritocratique à la limite du darwinisme social, une croyance déterministe aux bienfaits de la technologie, une conception tolérante des mœurs et une vision libérale des questions sociétales. Mais elle contribue également de manière décisive à étendre le processus de marchandisation généralisée à toutes les activités humaines et à accélérer le processus de concentration des richesses et le creusement des inégalités à l'échelle globale. Les protagonistes étatsuniens de l'élite technologique font des émules partout dans le monde comme en témoigne le soutien infailible des entrepreneurs de la « French Tech » à Emmanuel Macron. L'essor de cette nouvelle bourgeoisie constitue ainsi un enjeu politique de première importance pour l'avenir.

³² Michael J. Thompson, « False Consciousness Reconsidered: A Theory of Defective Social Cognition », *Critical Sociology*. 2015;41(3), p. 449-461.

³³ Ananad Giridharadas, *Winners take all: the elite charade of changing the world*, New York, Alfred A. Knopf, 2018.

³⁴ Pierre François, Claire Lemerrier, *Sociologie historique du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2021.

³⁵ Tim Fernholz, *Rocket Billionaires: Elon Musk, Jeff Bezos, and the New Space Race*, Houghton Mifflin Harcourt, 2018.